



L'Una avec
l'Ipse à
Bruxelles p.9

Jean-Pierre
Bobichon honoré
p.10

Folio61 juillet 2012



La protection sociale entre rigueur et nouveaux développements

Social protection : between discipline and new developments

SIFA, la société d'investissement de France Active

SIFA, the investment company of France Active

Bilan social de l'Union européenne 2011

Social developments in the European Union 2011

Charte : adoption, diffusion, illustration
The charter : adoption, diffusion, illustration

Édito

- 3 - Gagnant-gagnant
- 3 - Win-win

A propos

Protection sociale

4 - Les acteurs de la protection sociale solidaire confrontés aux défis de la coopération ou à leur enlèvement
Jean-Claude Genet, directeur de mission - Direction de l'Economie Sociale GROUPAMA

5 - Social protection providers must meet new challenges for cooperation or face collapse

Jean-Claude Genet, Mission director - Directorate for Social Economy GROUPAMA

Folioles

L'Ipse en action

7 - La protection sociale entre rigueur et nouveaux développements

8 - Social protection : between discipline and new developments

9 - Maurice Bonnet, un grand copain, un illustre acteur de la protection sociale solidaire

9 - Nouveau site internet Ipse

9 - New Ipse's web site Ipse

10 - Jean-Pierre Bobichon honoré

10 - Charte : adoption, diffusion, illustration

10 - The charter : adoption, diffusion, illustration

Folioscopie

placements éthiques

11 - SIFA, la société d'investissement de France Active

Entretien avec Patrice Garnier, président de la SIFA

12 - SIFA, the investment company of France Active

Interview with Patrice Garnier, president of SIFA

Foliofocus

Union Européenne

13 - La responsabilité sociale d'entreprise

Commentée par Evelyne Pichenot

14 - Corporate social responsibility

Reviewed by Evelyne Pichenot

15 - Bilan social de l'Union européenne 2011

15 - Social developments in the European Union 2011

Echotiers

Santé

16 - En Angleterre, la réforme polémique du NHS

16 - The controversial reform of the NHS in England

Union Européenne

16 - Présidence de l'Union : Aphrodite et les saucisses

16 - EU Presidency : aphrodite and sausages

Reflets d'Europe

Culture

17 - Bruxelles lève le voile sur les costumes du XVIIIème siècle

17 - Brussels Unveils 18th Century costumes

Cinéma

17 - Une fleur sur un champ de ruine

17 - A flower in a field of ruins

Foliothèque

18 - A lire...

Ipse

92, Boulevard de Magenta - 75010 Paris
Tél. : 33 1 40 37 13 88 - Fax : 33 1 40 36 07 65
europesociale@euroipse.org
http://www.euroipse.org

FOLIO 61

juillet 2012 ISSN 1278-6160

Directeur de la publication :

Dominique Boucher

Rédacteurs :

Dominique Boucher, Simon Loréal, Charlotte Lainé
Jean-Claude Genet

Traductions :

Corporate Editions

Dessins :

Jean-Pierre Terrien tél. 09 79 20 55 59
contact@in-medias.fr
http://www.atraitdessin.com

Conception, réalisation et impression :

Lilli-Anne Camard

AGENDA folio 61

Comité exécutif

jeudi 13 septembre 9h30

Commission Financière

mardi 11 septembre 9h30

Commission Communication et Services aux Adhérents

mercredi 12 septembre 9h30

XXXVIII^e Rencontre Dublin

Les 4 et 5 octobre

Gagnant-gagnant

Win-win

Le Sommet de l'UE de ce début d'été (28-29 juin) a ce privilège sur les compétitions sportives des plus nombreuses - «du pain et des jeux» - que ses protagonistes sortent tous vainqueurs.

En effet, la chancelière allemande a gagné en ayant su imposer l'installation d'un mécanisme unique de supervision européen. La conséquence pourrait être, dans la logique du déjà existant mais récent « semestre européen », la généralisation de ce qui pourrait s'apparenter à la règle d'or, outil drastique d'équilibre budgétaire. Ceci rappelle simplement les conditions posées par le Traité de Maastricht en vue de la monnaie unique.

Les premiers ministres italiens et espagnols, gagnants aussi, ont su monnayer leur accord en jouant habilement sur la duplicité - faite de complicité et de rivalité - entre le président français hobereau d'une relance, aussi par la croissance, et la dirigeante allemande arc-boutée sur la prudence. « Pas de mesure pour le court terme, pas de pacte de croissance » s'expriment en chœurs Rome et Madrid. La France gagnante également, a su faire adopter - ce qui semblait une gageure il y a si peu - 120 milliards de fonds pour la croissance.

Tous vainqueurs, mais il était temps ! En début de semaine précédente, Chypre (voir article page 16) rejoignait les pays méditerranéens en perdition. L'Allemagne a attendu le dernier temps des négociations pour réagir. Elle obtenait ainsi en contreparties le maximum auprès des pays en difficultés aujourd'hui (et demain), c'est-à-dire encore plus de difficiles mesures structurelles.

« L'Allemagne acceptera des obligations communes si elle doit choisir entre ça et une explosion de l'Union européenne » s'est exprimée la chancelière pour qui « la nuit, il y a toujours un danger. Il faut donc tout mettre en ordre pour le lendemain ».

Le soulagement est réel. Toutefois, aucune illusion n'est permise sur le fait qu'il ne s'agit que d'une étape supplémentaire pour une sortie de crises, fondamentalement subordonnée à une mutation des plus sensibles de l'économie et de son financement.

Le Traité budgétaire européen, en cour de ratification pour nombre d'Etats membres - qu'il soit ou non renégocié demain est, par cet accord de ce Sommet de Bruxelles, dépassé dans les faits.

Si les marchés attaquent les Etats membres et ainsi l'Union dans sa cohésion, c'est moins en raison de l'incapacité à attendre un niveau de déficit requis que par crainte de l'effet des récessions, du niveau de chômage et également de la solvabilité des banques.

L'empilement des plans d'austérité dans la zone euro et dans d'autres Etats membres ne peut être la meilleure réponse attendue ni par l'économie, ni par la finance, et bien entendu encore moins par les populations.

A Dublin, le XXXVIIIe Rencontre Ipse « La protection sociale : entre rigueur et nouveaux développements » participera par ses échanges, ses débats, ses conclusions à la recherche d'alternatives solidaires aux politiques d'austérité, tout en s'inscrivant dans une logique acceptant la rigueur comme vertu et non comme souffrance. ■



As summer gets under way, the June 28-29 EU Summit demonstrated one advantage over the “bread and circuses” of most sporting events: every protagonist came out a winner.

Indeed, the German Chancellor triumphed by imposing the establishment of a single European supervisory mechanism. Its effects could be in line with the recently instituted “European Semester” i.e., general implementation of a policy akin to the Golden Rule, a drastic means of balancing the budget. This is a simple

reiteration of the conditions laid down by the Maastricht Treaty for the single currency.

The prime ministers of Italy and Spain were victorious as well. They succeeded in negotiating a high price for their support, skillfully exploiting the dichotomy – a combination of cooperation and rivalry – between the French president with his parochial calls for revival through growth, and the German leader with her penchant for prudence. “No short-term measures, no Growth Pact” chanted Rome and Madrid with one voice. France triumphed as well, prevailing over seemingly insurmountable odds to obtain a €120 billion growth package.

Winners all, and none too soon! Early last week, Cyprus joined the list of Mediterranean countries in distress (see our article on page 16). Germany waited until the last round of negotiations to react. In so doing, it won maximum concessions from countries in difficulty (or heading in that direction). In other words, they can expect even more tough structural measures.

“Germany will accept to share debt obligations if that is the only way to avoid the break-up of the European Union,” said the Chancellor, for whom “nighttime is always a treacherous period. Everything must therefore be put in order for the next day.”

The relief is genuine. Nevertheless, there must be no mistaking the fact that this is but an additional step on the road to recovery, a recovery that is contingent on a profound transformation of the economy and its financing mechanisms.

The EU budget treaty, currently awaiting ratification by several Member States, may or may not be renegotiated in the near future. Be that as it may, the treaty has been overtaken by events following the agreement reached at the Brussels Summit.

Market attacks on Member States, and thus on EU cohesion, are motivated less by the inability to reach requisite deficit levels than by fear of recessions and their consequences for the unemployment rate and bank solvency.

Amassing austerity plans in the Eurozone and other Member States is far from the best course of action for the economy or for finance, much less for the populations concerned.

The 38th Ipse Meeting in Dublin, “Social protection: between discipline and new developments,” will offer exchanges, debates and conclusions to contribute to the search for solidarity-based alternatives to austerity policies. Meanwhile, we will remain loyal to the philosophy of accepting discipline as a virtue rather than a curse. ■



Les acteurs de la protection sociale solidaire confrontés aux défis de la coopération ou à leur enlisement

Jean-Claude Genet, directeur de mission - Direction de l'Economie Sociale GROUPAMA

Les défis sont nombreux en cette période de crise qui s'impose comme historique dans sa durée et profondeur, pour tous les acteurs de la vie économique et sociale.

Nous savons maintenant que le monde aura profondément changé à l'issue de ce bouleversement en cours. Les relations internationales ne seront plus les mêmes, du fait notamment du poids démographique de chaque entité monde : Asie, Afrique, Europe, Amérique. Ces changements modifient et modifieront profondément nos représentations du monde et des chaînes de responsabilité des pays ou continents.

Le défi de l'Europe en déclin démographique déjà en cours depuis plusieurs années sera de transformer une société vieillissante en société dynamique, vaste programme pour un « empire monde » en recherche d'un nouveau modèle politique et économique.

Les entreprises de la protection sociale vont donc évoluer dans un environnement en transformation et devront répondre aux défis de la démographie et aux évolutions du monde de l'entreprise.

Dans ce contexte décrit à grosses mailles les mutuelles et les groupes de protection sociale devront élargir leurs missions pour satisfaire les nouveaux besoins de la population en santé, prévoyance et sécurité financière dans des conditions économiques contraintes

voire très contraintes en revisitant les fondations des modèles existants. Ainsi les activités d'assurance devront être accompagnées par des services pour limiter soit le reste à charge ou soit pour diminuer les prix à payer par les assurés. Les actions de prévention souvent organisées comme des activités accessoires, devront être organisées comme des leviers de performance économique et médicosociale.

Quelques éléments de contexte

Hier, les transferts sociaux orientés vers les personnes les plus âgées répondaient à des besoins de justice sociale flagrants, aujourd'hui ceux-ci s'avèrent moins évidents dans une société changée, dans un demain proche ils seront sans doute insupportables et conduiront à des réformes structurelles des dispositifs existants.

La santé n'a pas de prix mais elle a un coût de plus en plus important. Les dépenses de santé sont en augmentation structurelle sous la pression « technologique » (médicaments, traitements) et leur diffusion démocratique (opération de la cataracte, angioplastie...) malgré l'abaissement de leur coût unitaire, sans oublier bien sûr l'augmentation effroyable des maladies chroniques (diabète,...). A noter cependant que le vieillissement de la population est un facteur faible de cette augmentation structurelle. La garantie d'un accès de tous à des soins de qualité ne pourra

être réalisée sans une modification en profondeur du système de santé.

Les entreprises de la protection sociale attachées au maintien de solidarité sont également conscientes des réformes à engager afin de pérenniser les principes fondateurs qui ont construit ce que certains appellent encore le modèle européen qui peut être illustré par la citation suivante de Pierre Laroque* : « La sécurité sociale répond à la préoccupation de débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain, de cette incertitude constante qui crée chez eux un sentiment d'infériorité, et qui est la base réelle et profonde de la distinction des classes entre les possédants sûrs d'eux mêmes et de leur avenir, et les travailleurs sur qui pèse, à tout moment, la menace de la misère ».

Passer de la conscience à l'engagement

Certes les mutuelles et les groupes de protection sociale sont engagés dans des innovations sociales porteuses de sens qui répondent à des besoins sociaux et ce depuis leur origine. C'est une force motrice consubstantielle à l'existence des organismes mutualistes et paritaires.

C'est pourquoi, ces organismes sauront choisir la voie de la coopération au niveau national et européen pour répondre présents aux évolutions en cours. Ces alliances à construire en coopération avec les régimes obligatoires

* Pierre Laroque est un des trois fondateurs de la sécurité sociale dans la France de 1944 mettant en œuvre le programme du Conseil National de la Résistance.

et en synergie avec les autres familles d'assurance dans le respect de la gouvernance et des projets d'entreprise de chacun sont les défis qui se présentent maintenant au secteur. Le temps de la coopération à grande échelle est venu. Ainsi les déficits de la protection sociale sont importants, celui de la santé est crucial pour l'équilibre des dépenses publiques. Dans ce contexte les marges de manœuvre sont étroites et pourtant la maîtrise des restes à charge devient un défi primordial pour lutter contre les inégalités d'accès aux soins. Cet objectif sociétal ne peut se

réaliser sans la coopération de tous, régimes obligatoires et régimes complémentaires et pour ces derniers, les acteurs de l'économie sociale ont une responsabilité essentielle au regard de leurs poids et de leur projet d'entreprise.

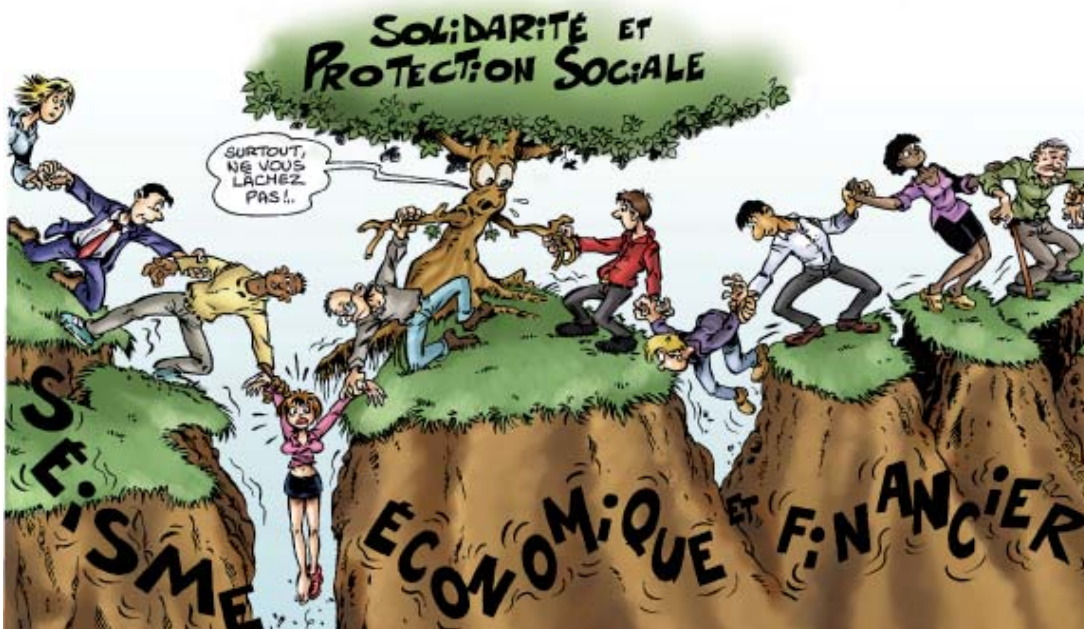
Si la réorganisation de l'offre de soins est nécessaire, elle doit être accompagnée voire précédée par des stratégies de mutualisation et d'ouverture entre les acteurs. Notamment les plateformes de gestion du risque ont atteint leurs limites (réseaux, optique, den-

taire et audioprothèse) en termes de champs d'intervention, de facteurs de différenciation, et de capacité de négociation avec les professionnels de santé. Il convient par des logiques coopératives de reprendre l'initiative dans ce domaine et de retrouver le chemin de l'innovation.

Aujourd'hui ces choix sont prégnants, demain ils seront incontournables pour sauvegarder les modèles solidaires. La charte européenne des entreprises de la protection sociale, initiée et portée par l'Ipse et ses adhérents, est un guide pour éclairer le chemin à parcourir, ensemble dans sa diversité.

Cette perspective engage chaque famille à faire preuve d'audace et d'inventivité afin de construire de nouvelles associations aux services des usagers et citoyens.

La Rencontre de Dublin sera un moment de débat important pour poser les jalons d'une autre façon de faire de la protection sociale, aujourd'hui référente en Europe et qui souhaite le demeurer en s'adaptant sans renier ses valeurs de solidarité. ■



Social protection providers must meet new challenges for cooperation or face collapse

Jean-Claude Genet, Mission director - Directorate for Social Economy GROUPAMA

The world is experiencing a crisis of historic proportions in terms of both its length and intensity. Hence, all social and economic actors find themselves faced with a number of challenges.

We now know that the world will be profoundly transformed in the wake of the present upheaval. International relations will no longer be the same, particularly owing to the demographic weight of each world entity:

Asia; Africa, Europe and the Americas. These changes will continue to alter our understanding of the world and of countries' and continents' lines of responsibility.

Faced with the demographic decline seen for the past several years, Europe's challenge will be to transform and aging society into a dynamic one. This is a vast agenda for a "world empire" in search of a new political and economic model.

Social protection providers will thus operate in a changing environment. They will have to meet demographic challenges and respond to developments in the business world.

In this hastily portrayed context, mutuals and social protection groups must broaden their missions to meet the population's new needs in terms of health, contingencies and financial security. These new missions will develop in strained, and even extremely tense conditions. The very foundations of existing models will be reconsidered. Insurance activities must thus be coupled with services, either to limit out-of-pocket expenses or reduce prices paid by insured parties. Preventive care, often organized as a secondary activity, must be managed as a driver of economic, medical and social performance

Background

In the past, social transfers targeting the elderly addressed manifest needs for social justice. Today, society has changed and these needs are less self-evident. In the near future they are bound to become unbearable, lead to reforms of existing structures.

Health may be priceless, but healthcare costs are growing ever higher. In spite of lower unit costs, healthcare spending is seeing structural increases due to "technological" pressure (medications and treatments) and greater availability (cataract surgery, angioplasties, etc.), not to mention the frightful rise in chronic diseases (diabetes, etc.). However, it should be noted that population aging is but a minor factor in this structural in-

crease. Guaranteed access to quality healthcare for all will not be possible without fundamental changes to the healthcare system.

Eager to preserve solidarity, social protection providers are also conscious of the reforms that must be undertaken to ensure the sustainability of the founding principles of what some still call the European model. This model can be illustrated by the following quote from Pierre Laroque *: *"Social security addresses the concern of relieving workers of the uncertainty of tomorrow, that constant uncertainty that instills in them a feeling of inferiority, and that is the true and deep-seated basis for class distinctions between the 'haves,' sure of themselves and confident in their future, and the 'have-nots,' the workers who live under the continuous threat of poverty."*

From acknowledgement to commitment

Of course, ever since their creation, mutuals and social protection groups have been committed to meaningful social innovation designed to meet social needs. This is a driving force essential to the existence of mutual and joint organizations.

That is why these organizations must choose the path of cooperation, at the national and European levels, if they are to take part in current developments. The challenges now facing the sector take the form of alliances to be built with compulsory schemes and synergies to be developed with other families of insurance, in accordance with each organization's governance and mission. The time for large-scale cooperation has come.

Thus, social protection deficits are great. The healthcare deficit is vital for balanced public expenditure. In this context, there is little leeway and curbing out-of-pocket expenses is a fundamental challenge in the struggle

against inequality in access to healthcare. This societal objective can only be achieved with the cooperation of all concerned, both compulsory and complementary schemes. Regarding the latter, actors of the social economy have an essential responsibility owing to their stature and their purpose.

Reorganizing the healthcare offering is necessary, but this undertaking must be associated with, or even preceded by, strategies of mutualization and outreach among the different actors. In particular, risk management platforms have reached their limits (networks, vision, dental and hearing aids) in terms of scope, differentiation factors and ability to negotiate with healthcare professionals. Social protection providers must use cooperative reasoning to take back the initiative and return to the path of innovation.

Today's choices are significant; tomorrow they will be inescapable to preserve solidarity-based models. The European Charter for Social Protection Providers, initiated and championed by Ipse and its members, is a guide to point the way forward, united in diversity.

With this prospect in mind, each family must show daring and inventiveness to build new associations serving users and citizens.

The Dublin Meeting will be an important opportunity to debate and to prepare the terrain for a new approach to social protection, a recognized standard in Europe and one that is determined to remain so by adapting to the times without betraying its commitment to solidarity. ■



* Pierre Laroque is one of the three founders of social security in France, implementing the 1944 program of the National Council of the Résistance.

La protection sociale entre rigueur et nouveaux développements

Les La longue crise de l'euro suit la crise financière qui a frappé l'économie mondiale en 2008. Après avoir injecté des sommes époustouflantes pour sauver les banques, c'est à leur endettement public considérable que de nombreux Etats ont dû faire face.

En 2015, la dette totale pourrait atteindre 108% du PIB de la zone euro, soit 35 points de plus qu'en 2007.

Les crises font augmenter la dette publique.

Ce n'est pas la première fois que la dette publique s'élève fortement après une crise financière. C'était déjà le cas avec le pacte de stabilité du Traité de Maastricht (1992), le seuil de 60% du PIB pour les pays avancés est en général retenu comme le degré d'endettement souhaitable pour assurer la viabilité budgétaire. L'expérience montre qu'après une crise bancaire, l'allègement de la dette prend du temps. Cette fois, il sera particulièrement difficile de la réduire car le redressement doit s'effectuer dans un contexte d'accentuation généralisée du risque, d'instabilité accrue des marchés financiers et d'affaiblissement de la demande. Les gouvernements vont devoir se livrer à un dosage délicat entre diminution des dépenses qualifiées et non prioritaires et augmentation des recettes fiscales. Il leur faut concevoir des stratégies de réduction de la dette publique qui soient crédibles et ne mettent pas en péril la croissance. Ceci revient au pari de réduire la dette sans freiner l'activité.

La rigueur est une vertu, l'austérité une souffrance

Le rebondissement et surtout l'approfondissement des crises ont ainsi conduit nos pays à donner la priorité absolue à des plans d'austérité budgé-

taire, principalement concentrés sur la remise en cause des politiques sociales et au premier chef de la protection sociale. Paradoxe, semble-t-il, puisqu'il s'agit là de systèmes de transferts sociaux conséquents dont beaucoup soulignaient hier encore le rôle primordial en les qualifiant «d'amortisseurs sociaux».

De plus, l'abaissement du niveau des couvertures sociales présente de très sérieux handicaps pour la consommation interne, qui reste le moteur de l'économie de la plupart des Etats membres.

Si à l'Ipse, nous, auteurs de la Charte européenne des entreprises de la protection sociale, sommes naturellement des promoteurs de la protection sociale, nous ne refusons pas par principe des réformes tenant compte des évolutions constatées depuis les périodes originelles de la sécurité sociale et des assurances sociales. L'allongement de la durée de la vie, la croissance exponentielle des dépenses de santé au profit premier des offreurs de soins, les nouveaux parcours professionnels, exigent des adaptations. Mais nous sommes viscéralement attachés au maintien du principe de solidarité qui est le fondement même de la protection sociale, elle-même garant de la cohésion sociale et donc de la démocratie et de la paix.

Le désendettement et la relance passe aussi par des politiques solidaires

Pourquoi le rêve européen d'Union et de solidarité se fissure pour ce qui en fait d'abord une question d'argent ? Malgré les précautions prises en vue d'éviter des distorsions économiques entre membres de la zone euro, les certitudes ont été telles que nulle part n'avait été prévu qu'un Etat puisse

quitter l'Euroland, même en cas de crise grave. C'était «Tous unis par une monnaie commune, pour le meilleur et le pire !», le principe de solidarité semblait parfaitement intégré. Dans la stratégie de Lisbonne, la solidarité figurait même avec la compétitivité et le développement durable comme un des trois piliers soutenant l'Union. Mais la crise mondiale a finalement incité les Etats membres, peu ou prou, à la tentative de la «jouer individuelle», privilégiant leurs propres atouts. Une attitude qui a eu pour effet de creuser plus les écarts entre le Nord et le Sud de l'Europe, la crise de défiance l'a remporté sur la confiance.

Les investisseurs sont ainsi aujourd'hui aussi soucieux de la réduction de la dette que des conséquences de plans d'austérité rendant impossible le remboursement et la croissance. C'est la solidarité entre Etats qui est attendu pour éviter la récession. La gouvernance de la zone euro ne peut se réduire à un empilement de plans d'austérité.

XXXVIII^e Rencontre Ipse

à DUBLIN

4 et 5 octobre 2012

« la protection sociale :
entre rigueur et nouveaux
développements »

En partenariat
avec la Fondation
européenne pour
l'amélioration des conditions de vie et
de travail : Eurofound



Retrouvez le programme en dernière
page de ce Folio et contactez-nous pour
plus d'informations.

europesociale@euroipse.org

Social protection: between discipline and new developments

The prolonged euro crisis comes on the heels of the financial crisis that hit the world in 2008. After having injected mind-boggling sums to save the banks, many countries have had to come to terms with their considerable public debts.

In 2015, total debt could reach 108% of the GDP of the eurozone, 35 percentage points higher than in 2007

Crises add to the public debt

This is not the first time the public debt has ballooned in the wake of a financial crisis. The same happened with the Stability and Growth Pact based on the 1992 Maastricht criteria. The threshold of 60% of GDP is generally accepted as the desirable level of debt for advanced countries to ensure budgetary viability. Experience shows that debt relief after a banking crisis takes time. This time, debt reduction will prove particularly difficult, as recovery must come about in an overall context of heightened risk, increased instability of financial markets and flagging demand. Governments will thus have to do a delicate balancing act between spending reductions for programs considered low priority and increases in tax revenue. They will have to design credible public debt reduction strategies that do not undermine growth. The challenge is to reduce debt without curbing activity.

Discipline is a virtue, discipline a scourge

The resurgence of the crises, and especially their intensification, has led our countries to make budgetary austerity plans the number one priority. These plans focus mainly on reconsidering social policies, and particularly

social protection. This would seem to be a paradox, as until quite recently these substantial social transfer systems were judged by many to play a vital role as “social shock absorbers.”

Furthermore, lower levels of social coverage present very serious burdens for internal consumption, which remains the economic engine of most Member States.

We at Ipse, as the authors of the **European Charter for Social Protection Providers**, are naturally advocates of social protection, but we do not reject the principle of reforms that take into account developments seen since the advent of social security and social insurance. Longer life expectancy, exponential growth of health spending that mainly benefits healthcare providers, new career paths, etc., all demand adjustments. However, we are intrinsically attached to the preservation of the principle of solidarity. This value is not only the very foundation upon which social protection is built, but the underpinning of social cohesion, and thus of peace and democracy.

Debt reduction and recovery require solidarity-based policies

Why is an issue centered primarily on money shattering the European dream of union and solidarity? The question is all the more pertinent since Europe was cautious to avoid economic distortion among eurozone members. Faith in European certainty was such that no one anticipated that a state could exit “Euroland,” even in the event of a major crisis. Our philosophy was “United we stand with a common currency, for better

or worse!» The principle of solidarity seemed perfectly integrated.

Solidarity appeared in the Lisbon strategy as one of the three pillars supporting the EU, along with competitiveness and sustainable development. The worldwide crisis essentially led Member States to try to “go it alone,” giving priority to their own individual assets. This attitude has accentuated divergences between Northern and Southern Europe; the crisis of suspicion won out over confidence.

Investors today are just as concerned about debt reduction as they are about the consequences of austerity plans that preclude growth and repayment. Solidarity among states is required to avoid recession. Governance of the eurozone cannot be reduced to a stack of austerity plans.

38th Ipse Meeting
DUBLIN

October, 4 and 5, 2012

«Social protection :
between discipline and new
development»

In partnership
with the Euro-
pean Founda-
tion for the
Improvement of Living and Working
Conditions : Eurofound



Please find the program on the last
page of this Folio and contact us for
more information..

europesociale@euroipse.org

Maurice Bonnet

Un grand copain, un illustre acteur de la protection sociale solidaire

Un grand ami de l'Ipse, dont il fut administrateur, une grande figure de la société civile et du mouvement social, Maurice Bonnet est décédé

le 25 mai, en sa ville de Grenoble. La ministre Marisol Touraine ainsi que Michèle Delaunay, ministre déléguée chargée de personnes âgées et de la dépendance, lui ont rendu un hommage appuyé sur son œuvre, particulièrement à des-

tinuation des personnes en situation d'handicap et des personnes âgées. Son rapport au Conseil économique et social en 2004, sur ce sujet fait encore référence pour les élus, les services et les associations qui mettent en œuvre les politiques permettant d'offrir une compensation adaptée à leurs besoins, à tous ceux qui sont en situation de dépendance. Né à Grenoble en 1924, Maurice Bonnet participera activement au maquis du Vercors, dans son groupe combattait aussi Henri Grouès, plus connu

sous le nom de l'abbé Pierre. Je le vois encore très ému, il y a deux ans, dans ce petit restaurant de la capitale du Dauphiné, évoquant cette épreuve, celle de ses copains assassi-

nés puis riant volontiers à l'idée d'entreprendre de nouvelles actions engagées avec son sens profond de la solidarité.

Maurice, européen surtout, était président d'Eurolink Age, réseau rassemblant l'essentiel des organisations agissant

pour la politique de la vieillesse et les intérêts des personnes âgées.

Ouvrier, résistant, syndicaliste, dirigeant de la CIPRA (devenue Ag2r-Prémalliance), Maurice a été élu vice-président du CNRPA, (le président étant la ministre) s'il est invité par les hautes instances de l'Etat, il se déclarait plus fondamentalement attaché à celles et ceux qui œuvrent plus anonymement, «aux femmes et aux hommes de parole». Maurice, copain et acteur déterminé reste, par son œuvre, avec nous. ■



Nouveau site internet Ipse

L'Ipse dispose depuis la fin de ce mois de juin 2012 d'un site internet rénové sur l'URL www.euroipse.org. Outre un nouveau design, vous pourrez désormais accéder plus facilement à l'information, qu'il s'agisse des publications ou des événements. Pour les adhérents de l'Ipse, un espace dédié est ouvert sur lequel il est possible de partager et visionner certains contenus réservés aux administrateurs (comptes-rendus des commissions de travail, interviews, etc.). Enfin, un espace particulier «Charte européenne» permettra de télécharger la Charte européenne des entreprises de la protection sociale européenne ainsi que tous les documents liés. ■

New Ipse's web site

Ipse has since the end of June, 2012 a new website under the URL www.euroipse.org. Besides a new design, you can now have easier access to information, publications and events. For Ipse's members, a dedicated space on which it is possible to share and view some content reserved to the directors (reports of working commissions, interviews, etc..) is open. Last but not least, a particular space called «European Charter» allows to download the European Charter for social protection providers and all related documents. ■



L'Una avec l'Ipse à Bruxelles

Al'initiative de Christian Jarry, vice-président d'Adréa Mutuelles, une délégation de l'Union Nationale de l'Aide, des Soins et des Services aux Domiciles (Una) a été reçue au Comité économique et social européen. Le sujet des discussions, particulièrement avec la Commission européenne, était de répondre aux questionnements de l'Una

sur une plus grande prise en compte des activités d'aide, de soins et d'accompagnement à domicile, à destination de publics en situation de fragilité.

L'Una est la continuité de l'Unassad, dont Maurice Bonnet en fût un très grand président, regroupe 800 associations et gère 1200 structures et services. ■

Jean-Pierre Bobichon honoré



Le mardi 22 mai 2012, Jean-Pierre Bobichon, administrateur et membre fondateur de l'Ipse, a reçu l'ordre de mérite de la République de Pologne à l'ambassade de Pologne à Paris. Lors de son discours, M. Bobichon a rappelé que trente et une années s'étaient écoulées depuis les manifestations en Pologne initiées par Solidarnosc pour exiger l'exercice des libertés totales. A cette époque, il avait participé à des manifestations de soutien, à Paris puis à Varsovie. « Qui aurait pensé que, 31 ans plus tard, la Pologne assumerait, avec un certain succès, sa première présidence tournante de l'Union européenne ! » s'est-il ému, rendant hommage à de nombreuses personnalités polonaises. ■



L'Assemblée générale de l'Ipse du 4 avril 2012, au sein de laquelle siègent toutes les mutuelles et institutions paritaires adhérentes à l'Ipse, a adopté une résolution sur la Charte européenne des entreprises de la protection sociale. Via cette résolution, l'AG de l'Ipse a décidé de ratifier cette charte commune des acteurs de la protection sociale solidaire de l'Union européenne et a demandé à l'Ipse de poursuivre les actions engagées avec ses adhérents et partenaires pour réaffirmer la spécificité de leur identité et de leurs activités, leurs valeurs, leur manière d'entreprendre.

Depuis lors, des adhérents de l'Ipse ont fait adopter la Charte au sein de leur propre AG. L'Ipse, de son côté,

Charte :

- *adoption,*
- *diffusion,*
- *illustration*

s'applique à faire connaître davantage cette Charte en rencontrant différents acteurs (adhérents, partenaires, journalistes, partenaires sociaux) et en développant divers moyens de communications (Clés USB, Site internet, logo). La XXXVIIIe Rencontre Ipse de Dublin (voir pages 7-8) devrait en outre permettre de mettre en valeur la légitimité de cette Charte dans un contexte européen actuel de crises.

Parallèlement à cela, l'Ipse poursuit également ses réflexions pour apporter la preuve des engagements déclinés dans la Charte en recensant les bonnes pratiques de ses adhérents et signataires. Un événement devrait avoir lieu à cette fin durant l'année 2013. ■

The Charter : *adoption, diffusion, illustration*

On April 4, 2012, The General Assembly of Ipse, representing all joint and mutual institutions in the Ipse community, adopted a resolution on the European Charter for Social Protection Providers. By this resolution, the GA of Ipse decides to ratify this common Charter and calls upon Ipse to pursue the actions undertaken with its members and partners to reassert the specificity of their identity and their activities, their values and their way of doing business.

Since then, GA of some Ipse's members adopted the Charter.

Meanwhile, Ipse take care to make known this Charter by meeting various stakeholders (members, partners, journalists, social partners) and developing communication tools (USB Sticks, Website, logo). The 38th Ipse Meeting Ipse Dublin (see pages 7-8) should also help to enhance the legitimacy of this Charter in the context of the current crisis.

Ipse is also pursuing its reflections to prove the commitments of the Charter by identifying good practices of its members and supporters. An event should be held for this purpose during the year 2013. ■

PRESENTATION DE LA SIFA

La Société d'investissement de France Active (SIFA) est une société à capital variable. Elle investit dans des entreprises sociales et solidaires en accordant des prêts participatifs. Elle accompagne ainsi leur création ou leur développement avec un objectif premier : favoriser l'emploi notamment à destination des personnes les plus éloignées du monde du travail (handicap, parcours professionnel) et nécessitant une réinsertion. En 2011, SIFA a prêté environ 14 millions d'euros à une centaine d'entreprises de l'économie sociale et solidaire. France Active intervient par le biais de 40 fonds territoriaux. C'est un pionnier et un leader dans le financement, l'expertise et l'accompagnement de l'économie sociale et solidaire.



SIFA, la Société d'investissement de France Active

FINANCIER SOLIDAIRE POUR L'EMPLOI DANS LES TERRITOIRES

Entretien avec



Patrice Garnier, président de SIFA

Quelles sont les priorités de la SIFA vis-à-vis de la pauvreté et de l'insertion sociale ?

L'économie sociale et solidaire est un secteur économique en plein développement. Il montre chaque jour sa capacité d'innovation, de créativité, mais aussi sa pertinence économique et son impact social. SIFA est un pionnier de ce mouvement. Son expertise, sa proximité avec les territoires et les entreprises lui donnent une capacité d'intervention

forte en faveur de l'emploi. Notre intervention financière favorise la possibilité pour les entreprises sociales de trouver un accueil favorable auprès des banques, car nous servons de levier et notre appui est une sorte de label de confiance car nos équipes ont analysé le dossier et suivent l'entreprise dans son développement. Nous avons la conviction de favoriser l'émergence d'un vrai secteur économique, socialement utile, performant dans ses dimensions d'inclusion sociale, générateur de solidarité au sein des territoires. Notre modèle économique est sain et le niveau de risque de nos interventions est très maîtrisé.

Les rapprochements, les concentrations et les fusions des entreprises de protection sociale complémentaires mutualistes et paritaires ont-elles des conséquences sur la levée de fonds pour l'action de SIFA ?

SIFA dispose actuellement de 90 millions de fonds propres émanant, d'une part, des banques, des mutuelles, des groupes de protection sociale et, d'autre part, des particuliers notamment via l'épargne salariale solidaire.

Les concentrations de grands groupes ont une influence positive car je comprends qu'ils se renforcent en réaffirmant leur identité commune qui est

l'utilité sociale. Ainsi, SIFA se reconnaît pleinement dans la Charte européenne des entreprises de protection sociale créée par l'Ipse. Par ailleurs, l'économie sociale et solidaire qui est désormais une économie à part entière connaît le même phénomène de création de grands réseaux d'entreprises sociales et solidaires notamment dans des secteurs liés à la dépendance, au maintien à domicile, aux services à la personne qui sont proches des préoccupations des grands groupes qui sont vos adhérents. J'ai l'espoir que les grands groupes de protection sociale contribuent encore plus qu'ils ne le font aujourd'hui au financement de la SIFA afin, qu'à son tour, SIFA finance les entreprises sociales et solidaires.

Qu'est ce que la Sifa attend de l'Ipse et de ses adhérents ?

SIFA attend de l'Ipse qu'elle joue son rôle de promoteur de l'économie sociale. De ses adhérents, elle souhaite un appui, un accompagnement plus proche. Au-delà des valeurs partagées, nous devons démontrer que nos modèles qui ne sont pas guidés par le profit et fonctionnent avec le souci de la participation ont des performances sociales incontestables et aussi des performances économiques appréciables. Nous sommes ainsi un moteur d'une économie plurielle à bâtir. ■

PRESENTATION SIFA

The *Société d'Investissement de France Active (SIFA)* is a company with variable equity capital. It invests in social and solidarity-based enterprises by offering equity loans. It provides guidance for the creation and development of these enterprises with one overarching objective: promoting job growth. SIFA's actions are particularly aimed at people with little or no access to the labor market as a result of a disability or an atypical career path, and who therefore need assistance in professional reintegration. In 2011, SIFA lent approximately €14 million to 100 enterprises working in the social economy. France Active acts through 40 territorial funds. It is a pioneer and leader in the area of financing, evaluating and guiding the social economy.



SIFA, The investissement compagny of France Active

Interview with Patrice Garnier, President of SIFA

What are SIFA's priorities in terms of poverty and social inclusion?

The social economy is a fast-developing economic sector. Every day it demonstrates its capacity for innovation and creativity, as well as its economic relevance and social impact. SIFA is a pioneer in this movement. Thanks to its expertise and its proximity to territories and enterprises, it is able to intervene to support job growth. Our financing operations help social enterprises in their dealings with banks. Indeed, we provide leverage, and our backing acts as a sort of "label of trust", because banks know that our teams have analyzed the enterprise's background and monitored its development. We are confident that our work contributes to the emergence of a genuine and socially useful economic sector. Moreover, we firmly believe that this sector successfully advances social inclusion and engenders solidarity in territories. We have a healthy business model and our operational risk level is controlled.

We are witnessing mergers, concentrations and closer ties among mutual and joint organizations providing supplementary social protection. Do these developments affect fundraising for SIFA's work?

SIFA currently has equity of €90 million. Part of these funds comes from banks, mutuals and social protection groups. The rest comes from individuals, particularly through solidarity-based employee savings schemes.

Concentrations of major groups have a positive influence, as it allows them to grow stronger by reasserting their shared identity of social utility. Therefore, SIFA identifies fully with the European Charter for Social Protection Providers, created by Ipse. Furthermore, the solidarity-based social economy, which has become a full-fledged economy, has witnessed the same phenomenon. Large networks of social and solidarity-based enterprises are being created, particularly in sectors dealing with dependency, home healthcare and services to individuals. These sectors reflect the concerns of the large groups that make up your membership. I am hopeful that large social protection groups will contribute to an even greater extent to SIFA's financing, thus helping SIFA finance solidarity-based social enterprises.

What does SIFA expect from Ipse and its members?

SIFA expects Ipse to play its role as an advocate of the social economy. It hopes for support and closer backing from Ipse members. We must demonstrate not only that we share the same values, but that our models are based on participation and not dominated by the profit motive. We must furthermore illustrate the undeniable social performance of these models, as well as their substantial economic performance. We are thus a driving force behind a developing pluralistic economy. ■



FRANCE ACTIVE
FINANCEUR SOLIDAIRE POUR L'ESPOIR

www.franceactive.org
120 - 122 rue Réaumur,
75002 Paris
Tél. : 01 53 24 26 26
Fax : 01 53 24 26 63
contact@franceactive.org





La responsabilité sociale d'entreprise



commenté par Evelyne Pichenot

Evelyne Pichenot est chargée de mission au service International Europe de la CFTD et membre du Comité économique et social européen (CESE). A l'occasion de la parution d'un avis du CESE sur la Responsabilité sociale et environnementale d'entreprise (RSE) qui suit la communication de la Commission du 25 octobre 2011, elle nous fait l'honneur de répondre à quelques questions.

Qu'est ce que la responsabilité sociale des entreprises (RSE)?

La RSE se développe en Europe depuis une vingtaine d'année. Elle tend à permettre aux différentes parties prenantes dans l'entreprise (clients, salariés, employeurs) d'intervenir sur **les impacts sociaux, économiques et environnementaux négatifs et positifs qu'entraîneraient les activités de l'entreprise**. Concrètement, **chaque entreprise définit en fonction de son secteur d'activité et de sa stratégie les impacts sur son environnement**, comme la création d'emplois, les conditions de sécurité des salariés, l'émission de gaz à effet de serre... dans tout le périmètre de l'entreprise mais aussi auprès des fournisseurs et des sous-traitants (importation et exportation).

La RSE s'applique donc tant à l'intérieur de l'entreprise qu'à l'extérieur dans ses relations avec ses partenaires et constitue donc un **outil de régulation de la mondialisation**.

Aujourd'hui, l'objectif est de **progresser vers un développement durable et d'étendre la RSE à toutes les entreprises** et pas seulement aux entreprises volontaires.

La RSE se déroule en 3 étapes : un **diagnostic** des impacts sur la société, la **définition des objectifs** à atteindre et enfin le **recueil de données** par rapport aux objectifs prévus, c'est-à-dire l'instau-

ration d'indicateurs pertinents, fiables et comparables.

Le premier niveau d'engagement des entreprises consiste à **appliquer les conventions internationales**, en particulier celles de l'OIT et à mettre en œuvre les principes directeurs de l'OCDE, global impact de l'ONU et les procédures de normalisation internationale (ISO 26000...).

Ensuite, il existe une **législation dans certains Etats membres** comme en France (loi NRE de 2001) que les autorités doivent faire respecter.

Pour les entreprises, la RSE permet d'améliorer son image et sa notoriété, la cohésion dans l'entreprise par un dialogue entre salariés et dirigeants, de favoriser les investissements, limiter les risques environnementaux, sociaux et économiques et d'exposer ses préoccupations éthiques.

Qu'apporte la communication de la Commission du 25 octobre 2011 sur la RSE ?

Cette communication était très attendue. Elle est novatrice, d'abord parce qu'elle propose la **révision d'une directive de 2003** pour que les entreprises rendent compte de leurs activités. C'est ce qu'on appelle le « **reporting** ». Depuis longtemps, les entreprises doivent réaliser des rapports financiers pour les actionnaires et salariés. Aujourd'hui,

un **rapport extra-financier obligatoire** publié annuellement et selon une **méthodologie fiable et comparable** est demandé afin d'assurer une crédibilité aux entreprises et d'instaurer un véritable dialogue avec les parties prenantes extérieures à l'entreprise.

Ensuite, la Commission propose de **créer une base de données** qui rassemble tous les accords cadres internationaux (accords mondiaux de grandes entreprises multinationales sur la RSE) pour les comparer.

Enfin, la Commission souhaite que les initiatives de responsabilité sociale soient reconnues dans les **critères d'appel d'offre des marchés publics**.

Un avis du Comité économique et social européen récemment adopté encourage la Commission à poursuivre ces initiatives et à mettre en œuvre la feuille de route de cette communication. A l'automne 2012, une proposition doit la concrétiser.

Pensez-vous que l'Ipse puisse contribuer à promouvoir la RSE ?

Oui, absolument, l'Ipse pourrait jouer un rôle dans la diffusion de la RSE en établissant dans l'Union européenne une protection sociale harmonisée en matière de santé et de retrait et surtout en faisant progresser l'idée d'un socle de protection sociale partout dans le monde adapté au niveau de développement de chaque pays. ■

Corporate Social Responsibility

reviewed by Evelyne Pichenot

Evelyne Pichenot is Head of Mission in the International Europe department of French trade union CFDT and a member of the European Economic and Social Committee (EESC). On the occasion of the publication of the EESC's opinion on Corporate Social and Environmental Responsibility (CSR), following the Commission's communication of October 25, 2011, she was kind enough to answer a few questions.

What is Corporate Social Responsibility (CSR)?

CSR has been developing in Europe for some twenty years. It aims to allow various stakeholders in an enterprise (clients, employees and employers) to discuss the **positive and negative social, economic and environmental impact of the enterprise's activities**. In practical terms, **each enterprise defines its impact on its environment, based on its activity and strategy**. This impact can take the form of job creation, safety conditions for employees, greenhouse gas emissions, etc. It includes the full scope of the company, as well as suppliers and subcontractors (import-export). CSR thus applies both within and outside the enterprise in its relationships with its partners. Accordingly, it constitutes an **instrument for regulating globalization**.

Today, the goal is to **advance towards a sustainable form of development and extend CSR to all enterprises** rather than simply those who volunteer to participate.

CSR takes place in three steps: **identifying** impacts on society, **setting goals** to be met, and finally collecting data on the intended goals, i.e., establishing relevant, reliable and comparable indicators.

The first level of enterprises' commitment entails **applying international** conventions, particularly WLO agreements, and implementing the



guiding principles of the OECD, the UN Global Compact and international standardization procedures (ISO 26,000, etc.).

Next, **certain Member States have enacted legislation**, which the authorities must enforce. In France, for example, there is the "New Economic Regulations" law of 2001.

CSR serves to help enterprises improve their image and reputation, as well as to enhance cohesion within the enterprise by establishing dialogue between employees and management. It also helps attract investments, reduce social, economic and environmental risks and bring to light ethical concerns.

What did the Commission's communication of October 25, 2011 on CSR contribute to this opinion?

That was a long-awaited communication. It is innovative in that it proposes **revising a 2003** directive to

require enterprises to **report** on their activities. For many years now, enterprises have had to publish financial reports for their shareholders and employees. Today, the Commission wants to implement a **mandatory annual non-financial report**, produced using **reliable and comparable methodology**, to guarantee enterprises' credibility and establish a veritable dialogue with stakeholders outside the company.

Next, the Commission proposes **creating a database** to compile all international framework agreements (worldwide CSR agreements of large multinational enterprises) to compare these texts.

Finally, the Commission wants all social responsibility initiatives to be included in the **criteria for public calls for tender**.

A recently adopted opinion of the European Economic and Social Committee encourages the Commission to pursue these initiatives and implement the roadmap established in this communication. A proposition in fall of 2012 should give concrete expression to this opinion.

Do you think Ipse can contribute to promoting CSR?

Yes, absolutely. Ipse could play a role in disseminating CSR and establishing a consistent EU-wide system of social protection in terms of healthcare and pensions. Most importantly, it could push for the idea of a worldwide platform of social protection adapted to each country's level of development. ■

Bilan social de l'Union européenne 2011

A l'occasion de la parution du « Bilan social de l'Union européenne 2011 », l'Observatoire social européen (Ose) et l'Institut syndical européen (Etui) ont organisé le 11 juin 2012 une conférence dédiée à cet ouvrage au Comité économique et social européen.

En introduction, Philippe Pochet, directeur général de l'Etui, a souligné l'étrangeté de la période avec deux éléments du discours dominants : la réduction des dépenses publiques favorise la croissance et l'Allemagne représente un modèle à exporter dans toute l'UE. David Natali, co-directeur de l'Ose, a pour sa part mis en exergue le paradoxe de la situation : l'année 2011 a été marquée par des progrès importants dans l'intégration européenne avec l'amélioration de la gouvernance économique et de la

coordination budgétaire (Pacte « Euro-plus », two packs, six packs, etc.), mais pour autant, l'UE continue à faire face aux mêmes problèmes.

Comme en 2010, les Etats ont poursuivi des plans d'austérité punitifs de court terme, où les stratégies alternatives de croissance et de défense de droits sociaux restent toujours les grandes absentes. La crise de la dette continue par ailleurs à affaiblir la crédibilité de l'Union européenne dans le monde et le fossé se creuse entre les citoyens européens et les élites européennes.

Lors de la conférence, Lieve Fransen, de la Commission européenne, a en outre dressé un premier bilan sur l'avancement des objectifs de la stratégie UE 2020 : si certaines initiatives ont été mises en place (plateforme contre la

pauvreté), seuls les objectifs de long terme liés à l'énergie et le climat sont sur la bonne voie ; tous les autres domaines tels l'emploi, la pauvreté et l'éducation se sont à l'inverse détériorés. Ainsi, aujourd'hui, c'est encore 116 millions de personnes (soit 23,5% de la population) qui vivent avec le risque de pauvreté dans l'UE.

Face à cette situation inquiétante pour notre modèle social européen, il semble que la solidarité – dont on note l'affaiblissement entre les Etats membres –, soit à remettre au cœur de l'Europe. M. Natali invite ainsi à revenir au triptyque de Jacques Delors alliant compétition, coopération et solidarité, et à poursuivre l'intégration européenne. L'Europe doit sortir de ce « fondamentalisme de l'équilibre budgétaire » et envisager davantage d'alternatives d'avenir tout en rétablissant un dialogue constructif entre les dirigeants et les partenaires sociaux, pour que l'Europe ne sombre pas dans une crise de confiance et de légitimité. ■

Social Developments in the European Union 2011

On June 11, 2012, to mark the publication of the book *Social Developments in the European Union 2011*, the European Social Observatory (OSE) and the European Trade Union Institute (ETUI) held a conference dedicated to this work at the European Economic and Social Committee.

Philippe Pochet, General Director of ETUI, introduced the conference. He pointed out the singularity of the period by focusing on two dominant pieces of conventional wisdom in today's public discourse: that reductions in public spending foster growth, and that the German model should be implemented throughout the EU. David Natali, Co-Director of OSE, took the floor to highlight the paradox of the situation: 2011 witnessed important progress in European integration, as well as improved economic governance and budgetary coordination (with the "Euro-Plus"

Pact, two pack, six pack, etc.), but the EU nevertheless continues to face the same problems.

As was the case in 2010, Member States have pursued short-term austerity plans that leave no room for alternative growth strategies and defense of social rights. Moreover, the debt crisis continues to weaken Europe's credibility around the world and the gap between European citizens and elites is growing wider.

Lieve Fransen of the European Commission also took advantage of the conference to give an initial assessment of progress made towards the Europe 2020 strategy: although some initiatives have been implemented, such as the platform against poverty, only long-term objectives tied to energy and climate are on track. In contrast, all other areas have deteriorated. This is the case for jobs, poverty and

education, among others, with the result that 116 million people (23.5% of the population) continue to live with the threat of poverty in the EU today.

This situation is cause for concern for our European social model, and calls for a return to solidarity – a waning value among Member States – as a fundamental European principle. Mr. Natali thus advocates a return to Jacques Delors' triptych of competition, cooperation and solidarity, as well as further pursuit of European integration. The EU must break away from "balanced-budget fundamentalism" and imagine new forward-looking alternatives. At the same time, it must reignite a constructive dialogue between decision-makers and social partners. Otherwise, Europe runs the risk of sinking into a crisis of confidence and legitimacy. ■



Social Developments in the European Union 2011
 Edited by David Natali and Bart Vanhercke
 OSE/ETUI
 Brussels, 2012
 €20

En Angleterre, la réforme polémique du NHS

Le système de santé anglais, le National Health System (NHS) connaît actuellement une importante réforme structurelle qui devrait permettre d'économiser 4,5 milliards de livres (5,6 milliards d'euros) d'ici 2015. Cette réforme doit «dénationaliser le NHS», selon les termes du ministre de la Santé Andrew Lansley, en donnant une partie importante de la gestion du NHS aux médecins généralistes. 90% des praticiens anglais y sont pourtant défavorables par crainte qu'une telle décentralisation, qui ouvre le système de santé aux lois du marché, déstabilise les hôpitaux de NHS et favorise les inégalités de santé. ■



The controversial reform of the NHS in England

England's National Health System (NHS) is currently undergoing a significant structural reform. This reform aims to do away with direct Health Ministry oversight of the administration, thus "denationalizing the NHS," in the words of Health Minister Andrew Lansley, entrusting a substantial portion of NHS management to physicians. Nonetheless, more than 90% of healthcare practitioners were opposed to this and express particular concern that such decentralization will destabilize NHS hospitals and aggravate health inequalities by exposing the system to market forces.. ■

Présidence de l'Union : Aphrodite et les saucisses

Le 1er juillet, Chypre prend les rênes de la présidence européenne pour 6 mois. Or, il y a quelques jours, l'île s'est mise sous perfusion financière de l'Europe. Si l'aide, de 10 milliards d'euros, peut sembler modeste au regard des plans de sauvegarde d'autres Etats, ce chiffre est à rapporter à son PIB de 17,5 milliards d'euros. Au centre de la mélasse, le secteur bancaire, dévasté par sa participation à la restructuration de la dette grecque. Selon le FMI, les banques chypriotes ont un portefeuille de prêts s'élevant à 152 milliards, soit près de 9 fois l'économie de l'île. Si Nicosie a pu tenir jusqu'ici, c'est grâce à la complicité entretenue entre le chef de l'Etat, le communiste Dimitris Christofias, et Vladimir Poutine, celui-ci ayant débloqué un prêt à un taux préférentiel de 4,5% (au lieu des plus de 17%

ailleurs) pour assurer le financement de l'Etat en 2012. La Chine, autre compagnon «ô combien démocratique», pourrait agir pareillement en échange d'une participation conséquente dans la prometteuse et nouvelle industrie gazière. Chypre se montre en réalité réticente à une demande d'aide qu'à la seule Union européenne par crainte affichée d'être subordonnée à des exigences d'austérité.

C'est donc dans ces conditions que l'île d'Aphrodite, déesse de l'amour, aborde la présidence de l'UE, sans afficher d'ailleurs un programme bien dessiné. Et à Berlin, ceci ne plait guère ! «C'est le paradoxe de l'Union européenne» s'est ofusqué Kurt Lauk, président du conseil économique du parti d'Angela Merkel, «que le chien doit être en charge des ravitaillements de saucisses». ■

EU Presidency: Aphrodite and Sausages

On July 1, Cyprus assumes the six-month rotating presidency of the Council of the European Union. And yet, Europe put the island on financial life support just a few days ago. €10 billion in aid may seem modest in comparison with the safeguarding measures reserved for other European countries, but not when compared to Cyprus' €17.5 billion GDP. In the center of this debacle is Cyprus's banking sector, devastated by its participation in the restructuring of the Greek debt. According to the IMF, Cypriot banks have a loan portfolio amounting to €152 billion, nearly nine times the value of the island's economy. Nicosia was only able to hold out until now thanks to the close bond between Cyprus's communist head of state Dimitris Christofias and Vladimir Putin, who provided a loan at a special

rate of 4.5% (instead of more than 17% elsewhere) to ensure Cyprus's financing in 2012. China, another of Cyprus's quintessentially democratic associates, may do the same in exchange for a substantial piece of Cyprus's new and promising gas industry. In reality, Cyprus is reluctant to rely solely on EU aid, for fear of seeing austerity measures imposed.

It is against this backdrop that the isle of Aphrodite, goddess of love, assumes the presidency of the EU, without even presenting a clear agenda. Needless to say, Berlin is less than pleased! "This is the paradox of the European Union," laments Kurt Lauk, President of the Economic Council of Angela Merkel's party, "putting the dog in charge of the sausage shipments." ■

Bruxelles lève le voile sur les costumes du XVIII^e siècle

Jusqu'au 31 juillet, le musée du Costume et de la Dentelle présente une exposition rare et surprenante sur la mode de 1700 à 1789 intitulée « paniers, baleines et jabots », mode qui inspire encore à l'heure actuelle les plus grands créateurs contemporains. L'occasion de mettre en valeur le patrimoine de la ville de Bruxelles en matière de dentelle et de retracer les évolutions politiques, sociales et morales du siècle des Lumières à travers le prisme de la mode.

De la robe volante à la robe chemise chère à Marie-Antoinette, en passant par les coiffures, les cols, les cravates et les manchettes, les étoffes confectionnées à partir de tissus précieux sont d'une qualité et technicité impressionnante. Elles sont aussi d'une authenticité exceptionnelle grâce au savoir faire du Musée du Costume et de la Dentelle, réputé internationalement pour la rigueur et le soin des collections exposées.



Brussels Unveils 18th Century Costumes

A rare and surprising fashion exhibition entitled "Paniers, baleines, et jabots" (Side hoops, whalebone, and jabots) is on display at the Brussels Costume and Lace Museum through July 31. The collection features fashion items created between 1700 and 1789, a period that remains a source of inspiration for the greatest designers to this day. This exhibit is the opportunity to both appreciate Brussels's heritage of lace manufacturing and retrace the political, social and moral developments of the Enlightenment through the lens of fashion.

The impressive quality and technical complexity of the collection is evident throughout, from the flowing gowns to the shirt-dress beloved by Marie Antoinette, from coiffures to collars, ties, cuffs and fine-woven precious fabrics. Thanks to the expertise of the Costume and Lace Museum, whose rigorous care for its display collections is world-renowned, the exhibit is in exceptional condition.



Cinéma : *Une fleur sur un champ de ruines*



Ken Loach vient de fêter ses 70 ans, avec pour cadeau d'anniversaire le prix du jury à Cannes pour son 26^{ème} film «La part des anges». Paul Brannigan, délinquant et jeune père de famille, Joffre Henshaw, éducateur humaniste et amateur de whisky, lient humour, légèreté et optimisme, ce qui n'exclut en rien la gravité de la dure réalité sociale de ces quartiers désœuvrés de Glasgow.

Un film qui peut être qualifié de «social» mais surtout formidablement humaniste.

Film: *A Flower in a Field of Ruins*

Ken Loach received a memorable gift for his 70th birthday: a Cannes Jury Prize for his 26th film, *The Angels' Share*. Starring Paul Brannigan as a delinquent young father and John Henshaw as a humanistic social worker and whisky connoisseur, *The Angels' Share* combines humor, levity and optimism, without ever losing sight of the grim social realities of Glasgow's run-down neighborhoods. Although the film can be viewed as social commentary, its story is first and foremost deeply human.

**Dialogue social
Guide de l'Europe
sociale, volume 2
L'Europe sociale**

N° de catalogue : KE-
BC-11-002-FR-C
2012



Le dialogue social inter-professionnel ou sectoriel est aujourd'hui une composante indispensable à la démocratie dans l'Union européenne. Il s'inscrit dans la stratégie Europe 2020 afin de renforcer les performances économiques de l'Europe. Cependant, son utilisation reste encore très limitée dans certains Etats membres et des améliorations sont à prévoir afin de ne pas pénaliser l'Europe. Cet ouvrage dresse ainsi le bilan de ce qu'est le dialogue social, de son fonctionnement, de ses réalisations et montre son efficacité pour résister à la crise économique que nous traversons aujourd'hui.



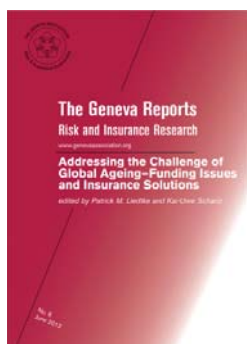
**Geneva Report
No. 6 - Addressing the Challenge of Global Ageing – Funding Issues and Insurance Solutions**

Patrick M. Liedtke and Kai-Uwe Schanz

The Geneva Association

www.genevaassociation.org

Editions Jacob-Duvernet, 2009



Increasing life expectancy and falling fertility rates creating a demographic situation that has become one of the greatest economic and societal challenges of the 21st century. The Geneva Report N°6 provides a concise and authoritative overview of the global ageing challenge, its funding and the insurance role amongst the solutions available for its resolution. The report comprises papers from old-age security experts, industry practitioners as well as the IMF and Center for Strategic and International studies.

The continent or the open sea – Does Britain have a European future?

David Rennie
Centre for European Reform

£10/€16

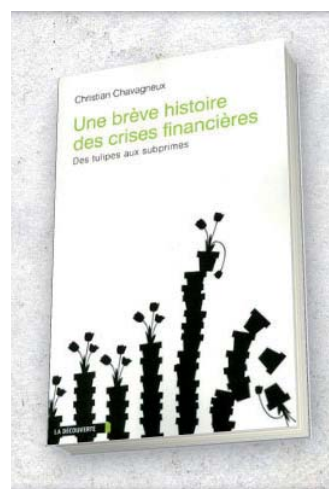


« The British are unfit to join the European Common Market because they differ « profoundly » from continental Europeans, Charles de Gaulle declared in 1963 ». Indeed, the UK has always had a difficult relationship with the EU. Today, public hostility to the EU is growing and many Conservatives want to renegotiate the terms of Britain's membership, or leave the club altogether. David Rennie explains why British membership of the EU can not longer be taken for granted – especially if the eurosceptics are accorded their wish of a referendum on membership.



**Une brève histoire des crises financières
Des tulipes aux subprimes**

Christian Chavagneux
Aux éditions
La Découverte



L'instabilité financière est l'un des maux du capitalisme contemporain. La finance a aujourd'hui pris un poids démesuré dans notre monde et ses dérapages ont des répercussions énormes sur la croissance et le bien-être des hommes.

Christian Chavagneux, rédacteur en chef adjoint du mensuel Alternatives économiques, nous retrace les diverses crises économiques qu'a connues l'histoire dans différents pays. Il explique notamment celle des subprimes de 2007 et démontre l'incidence du contexte social et politique sur son déclenchement.



« la protection sociale : entre rigueur et nouveaux développements »

Programme

Jeudi 4 octobre 2012

12h30 : Cocktail déjeunatoire

14h00 : Accueil des participants, inscriptions

14h15 : Allocutions de Bienvenue

- Joan Burton*, Ministre irlandais des affaires sociales (IE)
- Alain Chenot, Président de l'Ipse
- Juan Menéndez-Valdés, Directeur d'Eurofound

Le sujet et les enjeux de la XXXVIII^e Rencontre Ipse

- Dominique Boucher, Délégué général de l'Ipse

Modérateur de la première journée : Jean Lapeyre, chargé de mission Europe à Syndex

15h15 : PREMIERE SESSION :

Crise majeure et réformes systémiques

- Georges Dassis, Président du Groupe II des travailleurs au Comité Economique et Social
- Audrone Morkuniene, Attaché Sécurité sociale et travail, représentation permanente de la Lituanie auprès de l'UE (LI)
- Klara Foti, Directrice de recherche à Eurofound
- Maria Helena Andre, parlementaire portugaise, ancienne ministre du Travail et de la Solidarité sociale (PT)

17h15 : Débats

18h00 : Discours de clôture de la première journée : Fintan O'Toole*, Editorialiste et rédacteur en chef adjoint, Irish Times (IE)

18h20 : Fin de la première journée

* à confirmer

vendredi 5 octobre 2012

Modérateur de la deuxième journée : Pierre Paul Maeter, Président du Comité de Direction du Service Fédéral de l'Emploi, Travail et Concertation Sociale de Belgique (BE)

9h30 : DEUXIEME SESSION :

Mutations structurelles en temps de crise : conséquences sur la protection sociale ?

- Micheál Collins, Chargé de recherche senior, NERI – Nevin Economic Research Institute (IE)
- Tony Donohoe, Directeur en charge de l'éducation, la politique sociale et l'innovation, IBEC - Irish Business and Employers Confederation (IE)
- Jose Alberto Pitacas*, Directeur de la Mutualité Montepio Geral, membre du Conseil d'orientation de l'Ipse (PT)

11h30 : Débats

12h15 : Déjeuner

14h00 : TROISIEME SESSION :

Des alternatives solidaires aux politiques d'austérité

- Paul Jorion, Sociologue et anthropologue, Docteur en Sciences sociales à l'Université libre de Bruxelles ULB (BE)
- David Foden, Chef de l'unité Observatoires, Eurofound (RU)
- Michael Cichon*, Directeur du Département de la sécurité sociale de l'Organisation Internationale du Travail
- Jérôme Vignon, Président de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, ancien directeur à la CE, chargé de la protection et intégration sociales (FR)

16h00 Débats

16h45 : CONCLUSIONS

- Bernard Petit-Jean, président du Conseil d'orientation de l'Ipse

17h00 : Fin de la XXXVIII^e Rencontre Ipse

XXXVIIIth Ipse Meeting

DUBLIN

October, 4 and 5, 2012



In Partnership With



“Social protection : between discipline and new developments”

Program

Thursday, October 4, 2012

12:30 : Cocktail lunch

14:00 : Registration & coffee

14:15 : Welcome speeches

- Joan Burton*, Minister for Social protection (IE)
- Alain Chenot, President of Ipse
- Juan Menéndez-Valdés, Director of Eurofound

ISSUES AT STAKE IN THE 38th IPSE MEETING

- Dominique Boucher, Delegate General of Ipse

Moderator of the first conference day : Jean Lapeyre, Europe Project Manager, Syndex

15:15 : 1st SESSION :

MAJOR CRISIS AND SYSTEMIC REFORMS

- Georges Dassis, President of the Group II «Employees» of the European Economic and Social Committee
- Audrone Morkuniene, social security and labour Attaché, Permanent Representation of Lithuania to the EU (LI)
- Klara Foti, Research Manager, Eurofound
- Maria Helena Andre, MP, former Minister of Labour and Social Solidarity, Portugal (PT)

17h15 : Debates

18:00 : keynote speech of the first conference day : Fintan O'Toole*, Assistant Editor and columnist, Irish Times (IE)

18:20 : End of the first conference day

* to be confirmed

Friday, October 5, 2012

Moderator of the second conference day : Pierre Paul Maeter, President of the Federal Public Service Employment, Labour and Social Dialogue of Belgium (BE)

9:30 : 2nd SESSION :

STRUCTURAL CHANGES IN TIMES OF CRISIS: CONSEQUENCES FOR SOCIAL PROTECTION

- Micheál Collins, Senior Research Officer, Nevin Economic Research Institute - NERI (IE)
- Tony Donohoe, Irish Business and Employers Confederation, Irish Business and employers confederation - IBEC (IE)
- Jose Alberto Pitacas*, Director of Montepio Geral (PT)

11:30 : Debates

12:15 : Lunch

14:00 : 3rd SESSION :

SOLIDARITY-BASED ALTERNATIVES TO AUSTERITY POLICIES

- Paul Jorion, Doctor of Social Sciences at the Free University of Brussels (BE)
- David Foden, head of the Observatories unit, Eurofound
- Michael Cichon*, Director of Social Security Department, International Labour Organization - ILO
- Jérôme Vignon, President of the french Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale, former director for Social inclusion and social protection at the European Commission (FR)

16:00 Debates

16:45 : Concluding remarks

- Bernard Petit-Jean, Président of Ipse's Orientation Council

17:00 : End of the 38th Ipse Meeting